COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 10 JUILLET 2020

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mil vingt le dix juillet à vingt heures le conseil municipal de la commune de Lavoux (Vienne) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la salle des fêtes sous la présidence de Madame Maguy LUMINEAU, Maire.

Date de la convocation : 02 juillet 2020

PRESENTS : Maguy LUMINEAU, Jean-François MORILLON, Didier ROUET, Dominique BOISARD, Catherine OSSET, Jérôme CAMUS, Christelle ROBIN, David RAYNAUD, Carole DUBOIS, Loïc PERAULT, Lydie PLAT, Pascal TEXIER, Arlette MANSEAU. Nadine MENCIERE.

ABSENTS/EXCUSES : J. CAMUS (pouvoir à M. Lumineau) C. DUBOIS (pouvoir à JF. Morillon), M. MASPEYROT (pouvoir à D. Rouet)

A été élu secrétaire : Nadine MENCIERE

Nombre de conseillers en exercice : 15 - Présents : 12 - Votants : 12

DESIGNATION DES DELEGUES AU SYNDICAT DE COLLEGE DE CHAUVIGNY

Le conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts du syndicat,

Considérant qu'il convient de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant de la commune auprès du Syndicat Intercommunal de Coopérative en matière d'enseignement du collège de Chauvigny,

DESIGNE :

Titulaire : Madame OSSET Catherine

Suppléant : Madame ROBIN Christelle

ESIGNATION D'UN MEMBRE DES COMMISSIONS DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE

Dans le cadre de l'organisation des commissions de sécurité et d'accessibilité ainsi que pour les suivis des Etablissements Recevant du Public (ERP), il convient de déléguer la fonction de représentant de la commune à ces dernières à un ou plusieurs adjoints ou conseillers municipaux.

Le conseil municipal,

DESIGNE :

M. ROUET Didier

M. BOISARD Dominique

DELEGATIONS DU CONSEIL AU MAIRE

Le maire rappelle que l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales donne au conseil municipal la possibilité de lui déléguer pour la durée de son mandat certaines attributions de cette assemblée. Il l'invite à examiner s'il convient de faire application de ce texte.

Le conseil, après avoir entendu le maire,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2122-22 et L. 2122-23,

Considérant qu'il y a intérêt, en vue de faciliter la bonne marche de l'administration communale, à donner à Madame le maire les délégations prévues par l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales.

DÉCIDE PAR 15 VOTES « POUR »

DE RETENIR LES DELEGATIONS SUIVANTES :

Article 1er -

Madame le maire est chargée, par délégation du conseil municipal prise en application de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et pour la durée de son mandat :

- 1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
- 4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article [L. 211-2](#) ou au premier alinéa de l'article [L. 213-3](#) de ce même code ;
- 17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal à 10 000 €
- 18° De donner, en application de l'article [L. 324-1](#) du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article [L. 311-4](#) du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article [L. 332-11-2](#) du même code, dans sa rédaction antérieure à la [loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014](#) de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- 20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal fixé à 50 000 € ;
- 22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux [articles L. 240-1 à L. 240-3](#) du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles ;
- 23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et [L. 523-5](#) du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;
- 24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article [L. 151-37](#) du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° De demander à tout organisme financeur, l'attribution de subventions ;

27° De procéder, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de [l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975](#) relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

Article 2

Les décisions prises en application de celle-ci peuvent être signées par un adjoint agissant par délégation du maire dans les conditions fixées à l'article L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales.

Article 3-

-les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du maire, par le conseil municipal.

Article 4-

Les décisions prises par le maire en vertu de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets.

Le maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal de l'exercice de cette délégation.

Le conseil municipal peut toujours mettre fin à la délégation.

Cette délibération rectificative remplace la délibération n° 019/2020 en date du 25 mai 2020.

MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE RIFSEEP

Il est décidé d'augmenter l'enveloppe indemnitaire à compter du 1^{er} janvier 2021. Le versement de l'IFSE se fera mensuellement à compter du 1^{er} janvier 2021 et le versement du CIA se fera annuellement.

ADHESION A LA MISSION DE CONTROLE / REALISATION DES DOSSIERS CNRACL PAR LE CENTRE DE GESTION

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 24,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Vienne en date du 14 février 2020 autorisant le Président à proposer de nouvelles conventions de contrôle ou de réalisation aux collectivités et établissements publics affiliés pendant la durée de la convention de partenariat avec la Caisse des Dépôts,

Considérant que le Centre de Gestion de la Vienne propose deux modalités d'accompagnement aux employeurs territoriaux pour leurs dossiers CNRACL, le contrôle ou la réalisation.

Le Maire présente à l'assemblée les tarifs pour les prestations de contrôle et de réalisation des dossiers CNRACL fixés par le Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Vienne à compter du 01/01/2020 :

Dossiers dématérialisés	convention réalisation	convention contrôle
L'immatriculation de l'employeur	24,00	-
L'affiliation	8,00	-
Le dossier de demande de retraite :		
• Pension vieillesse « normale » et réversion	48,00	24,00
• Pension départ anticipé hors invalidité (carrière longue, catégorie active, fonctionnaire handicapé...)	65,00	32,50
• Pension départ anticipé pour invalidité	80,00	40,00
• Demande d'avis préalable	32,00	16,00
Qualification de CIR	24,00	18,00
L'étude de retraite : droits acquis, estimation de pension	16€/heure	16€/heure
La fiabilisation du Compte Individuel Retraite (CIR)	12,00	9,00
Le droit à l'information : réalisation de la saisie des données dématérialisées (historiques de carrière et pré-liquidation) devant être transmises à la CNRACL	24,00	18,00
Aide à la correction des anomalies sur déclarations individuelles	16€/heure	16€/heure
Dossiers non dématérialisés	convention réalisation	convention contrôle
La demande de régularisation de services	24,00	24,00
La validation des services de non titulaire	32,00	32,00
Le rétablissement au régime général et à l'Ircantec (RTB)	48,00	48,00

Après débats et discussions, les membres du conseil municipal, à l'unanimité :

- autorisent le Maire à signer la convention relative à **la réalisation des dossiers CNRACL** par le Centre de Gestion applicable du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2022,
- Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

VENTE D'UN PULVERISATEUR

- Il est proposé aux membres du conseil municipal de mettre en vente un pulvérisateur dont les services techniques de la commune n'ont plus utilité.
- Après discussion, le conseil municipal,
- Donne son accord pour un prix de vente à **250 €**.

QUESTIONS DIVERSES

Mr Texier fait part au conseil d'une demande du président du comité d'animation à savoir une augmentation de la puissance du compteur électrique situé sur le prieuré pour pallier aux difficultés rencontrées lors des manifestations. De plus des prises au niveau du boîtier sont en mauvaise état.

La commune prendra contact avec sorégies.

Mr Rouet rapporte qu'il a rencontré le service voirie de Grand Poitiers concernant les arbres à planter autour de l'église. Le service propose des cyprès de Provence ou bien des ifs. A discuter avec la commission fleurissement.

Mr Rouet fait part de sa rencontre avec Mr Luquès, habitant de Lavoux et metteur en scène scénariste. Ce dernier peut proposer des projections de films sur les animaux d'Europe. A étudier.

Mme Lumineau rappelle l'ouverture du multi-services programmée courant août. Mr Loïc Perrault demande si l'ouverture de ligne téléphonique a bien été demandée par la locataire ainsi que l'ouverture du compteur d'eau. Mme Lumineau prendra contact à ce sujet avec Mme Kociuba dès demain.

Mr Morillon rapporte l'entretien avec le boulanger. Ce dernier remercie vivement le conseil pour la diminution du prix du loyer pendant la période de confinement. En ce moment, le commerce fonctionne moyennement ; il espère une amélioration à la rentrée de septembre et avec l'ouverture du multi-services.

Mme Robin informe le conseil qu'elle a organisé avec Mme Dubois une rencontre avec les présidents d'associations le 8 juillet. Tous les présidents étaient présents, sauf l'entente sportive et amabich. Le but de cette réunion était de se présenter et de recenser les besoins éventuels des associations. Il est évoqué l'organisation d'une journée des associations en septembre 2021.

M. LUMINEAU	J.F MORILLON	C. OSSET	D. ROUET	A. MANSEAU
D. BOISARD	P. TEXIER	N. MENCIERE	L. PLAT	C. DUBOIS <i>(pouvoir à J.F. Morillon)</i>
C. ROBIN	M. MASPEYROT <i>(pouvoir à D. Rouet)</i>	J. CAMUS <i>(pouvoir à M. Lumineau)</i>	L. PERAULT	D. RAYNAUD